

Analyse du comportement des élus vis avis des adolescents

Vincent Guillaudeau. Directeur associé TMO région Extrait de son intervention auprès de la rencontre de la CNAF du 2 novembre 2010 "**Adolescents : quelles réponses à leurs nouvelles attentes ?**

La question posée par l'adolescence interpelle l'ensemble du corps social, les collectivités, les institutions, le monde de la recherche, la famille

Cette attention portée à la jeunesse relève pour l'essentiel d'une intentionnalité qui a bien du mal à trouver une traduction concrète sur le terrain.

Les municipalités:

- disent avoir assez bien réussi sur le volet des 6-12 ans et savent assez bien identifier les besoins des familles et des enfants, les centres de loisir fonctionnent assez bien, les centres d'initiation sportive également.
- expriment leur sentiment d'un relatif échec sur le volet des 13-18 ans, soit parce qu'ils n'ont rien fait de réellement significatif, soit parce que ce qu'ils ont tenté sans succès réel. Ils ont été « à côté » de la demande des jeunes.
- C'est sur cette difficulté à construire une politique en phase avec les besoins, les attentes des jeunes qu'il faut s'interroger

Les élus ont trois demandes:

- une demande d'aide à la compréhension des comportements et des pratiques des jeunes,
- une demande d'aide à l'élaboration d'expérimentations innovantes,

- une demande d'information sur ce que font et comment font les autres territoires et si c'est efficace,

C'est vrai en particulier pour les communes rurales, et les villes moyennes de moins de 10 000 habitants qui sont aujourd'hui dépourvues de moyens pour élaborer elles-mêmes ces politiques.

3 difficultés rencontrées:

- la première est une problématique de connaissance et d'interprétation de ce que veulent les jeunes, c'est le point central,

- ensuite, il y a une problématique d'ordre institutionnel et organisationnel particulièrement sur les secteurs ruraux ;

- troisièmement, une problématique relevant du partenariat.

La jeunesse inquiète nos élus.

La construction d'une politique publique sous l'angle de l'inquiétude structure les programmes d'action que l'on a envie de porter. En 2008, sur 300 élus interrogés, 115 ont déclaré être confrontés à de réels problèmes d'incivilité, d'addiction, de vandalisme ou de désœuvrement. Du fait de ces comportements à risque, les élus se sentent dépositaires d'une responsabilité de

protéger les jeunes vis-à-vis d'eux-mêmes, de protéger une jeunesse insuffisamment soucieuse d'elle-même et respectueuse des autres.

Les élus ne comprennent pas le comportement des jeunes

Pourquoi ils aiment ce qu'ils aiment. Qu'est-ce qu'ils font tous les après-midi à discuter sous les abribus ? Pourquoi ne s'occupent-ils pas de manière plus constructive ? Pourquoi perdent-ils leur temps ainsi ? Pourquoi est-ce qu'ils ne s'inscrivent pas dans nos clubs et associations ?

Pourquoi se mettent-ils en danger de cette manière ? Pourquoi est-ce qu'ils se maintiennent dans un « entre-nous » alors qu'ils auraient tant à apprendre des autres ?

La coupure générationnelle est forte,

Les élus ont besoin d'aide

Il est intéressant de constater que parmi les communes ayant engagé un diagnostic pour les aider à construire une politique publique, un tiers considère ne pas avoir d'éléments suffisants pour élaborer ces politiques.

En clair, malgré les efforts que consentent les élus, les communes sont aujourd'hui bien en peine lorsqu'il s'agit de répondre à une demande qu'elles ont du mal à identifier et à cerner. À partir de là, ces difficultés induisent des demandes d'accompagnement externes. Cela a été très fortement exprimé lors de l'enquête et pourrait se résumer à une demande d'aide pour y voir plus clair et proposer des choses

Elles ont besoin d'être accompagnées, elles ont besoin d'être conseillées. Les autres interlocuteurs, l'État, les Conseils généraux n'ont plus les moyens d'accompagner les collectivités, on ne sait pas bien comment ils pourraient vraiment s'engager dans cette logique partenariale. Les attentes des élus sont extrêmement fortes à l'égard de la Cnaf.

C'est « le comment » qui pose problème,

Source bibliographique Patricia Loncle *Politiques de jeunesse, les enjeux d'intégration*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, avril 2010